

**CIBLE**

## KRACH ?

**L**a Bourse, ça monte et puis ça baisse, et ceux qui n'ont pas de portefeuille d'actions regardent ces choses de loin. Il faut pourtant s'en préoccuper.

Ainsi la Bourse de Paris, florissante l'an dernier, baisse constamment depuis plusieurs mois. Les experts nous disent que ce mouvement vient des États-Unis, où l'on redoute que la reprise économique relance l'inflation - à laquelle on oppose une hausse des taux d'intérêt à long terme.

Première inconséquence : pour prévenir un mal qui ne s'est pas déclaré, on compromet le retour à la santé du patient. Et les « marchés » européens - en clair les spéculateurs - suivent la tendance destructrice pour ne pas perdre l'argent naguère amassé. La timide reprise française risque de faire les frais de ce calcul parfaitement égoïste...

Or voici qu'on redoute que la lente baisse boursière se transforme en chute libre. Pourquoi ? Cela tient à des seuils « psychologiques », à des calculs « pessimistes », au vent de « panique » qui, tout à coup, font les grands krachs.

Autant dire que l'économie dépend des émois et des vapeurs de quelques boursicoteurs. Le sachant, comment croire aux vertus du capitalisme financier ?

## SOS RACISME

# LUTTER CONTRE L'EXCLUSION



### Bosnie

**Confusion  
d'intellectuels**  
(p. 3)

### Portrait

**L'historien  
Pierre Chaunu**  
(p.9)

M 2242 - 624 - 15,00 F



Comte de Paris Général de Gaulle

## DIALOGUE SUR LA FRANCE

Correspondance et entretiens 1953-1970



Pour une lecture du XX<sup>e</sup> siècle FAYARD

**Ces documents éclairent d'un jour nouveau les rapports entre les deux hommes et permettent de préciser comment et dans quelles conditions le général de Gaulle a songé à faire du comte de Paris son successeur**

### BON DE COMMANDE

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

Code/Ville : .....

commande ..... ext. de « Dialogue sur la France » au prix de 135 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris

### Royaliste et homme de progrès

Je vous salue gré de votre délicate attention, de me faire livraison de *Royaliste*. C'est un excellent journal dont le ton tranche et qui, par là, n'est pas conforme aux journaux « politiques » dont les partis-forteresse sont friands.

J'ai beaucoup apprécié votre Édito du n° 619 : « *Vers la révolution sociale* ». « Gaulliste de gauche » - et qui n'a pas varié - je partage l'essentiel de votre analyse. Vous administrez la preuve qu'on peut être royaliste et homme de progrès, ce qui n'étonne pas le républicain que je suis. Et qui n'étonne pas ; tout court. J'ai pris beaucoup de plaisir à vous lire et j'en ai tiré un bon enseignement.

P.D. (Paris).

### Debout le Roi !

Enfin, quelque chose qui bouge dans vos colonnes. La minorité active que nous sommes peut enfin montrer toutes ses couleurs. Je m'explique. A vous lire, à lire Renouvin, j'avais fini par croire que ma carte du RPR était incompatible avec un abonnement à votre journal. Et puis soudain, je me rends compte que je ne suis pas le seul royaliste à voter Chirac et à tourner le dos aux faux styles gaulliens de Mitterrand. Monseigneur reproche au de Gaulle de 1965 de n'être que le chef d'un parti, celui de la droite, en ne trouvant rien à redire au glorieux chef de 1981 du « peuple de gauche ». Il y a trois jours, je suis allé me recueillir sur la tombe du Général, dans un minuscule cimetière. J'étais devant sa tombe, une vieille tombe, qui a senti le vent de bien des saisons. Devant elle, moi aussi, j'ai pu dialoguer sur la France, et j'ai compris une chose. Ceux qui nous ont unis sont au-dessus des partis. *Royaliste* ne sera jamais rien de mieux qu'une pâle copie du *Monde*, et Monseigneur n'a pas à faire de politique. Il est politique. Il ne peut pas être à la fois le beurre et la tartine, la chaîne et le marteau, le trait d'union et la syllabe.

S'il continue dans la voie qu'il s'est fixée, celui de l'adhérent lambda à l'« Union pour la France », le mouvement royaliste ne fera que végéter. Je veux synthétiser tout ce que je viens de lire dans les colonnes du courrier des lecteurs : « Debout le roi ! ».

C.B. (Yonne).

### Militariste ?

J'ai décidé de ne pas me réabonner à *Royaliste* en raison d'un désaccord fondamental sur un aspect essentiel du projet politique de la NAR. Étant actuellement objecteur de conscience, j'ai très peu apprécié les positions militaristes adoptées à l'occasion du dernier congrès de la NAR et

relatées dans *Royaliste* n° 619, à savoir entre autres choses, l'accroissement de l'effort de défense.

Comment lutter contre le chômage et l'anomie en France, si on continue à englober frénétiquement des sommes astronomiques dans le budget de la Défense Nationale ? Qui menace la France ? Les Russes ? Les Suisses ? Le tiers monde ?

A l'heure où la recherche scientifique nationale est menacée, il est indécent de soutenir le gouvernement lorsqu'il cède aux pressions du lobby des industries de l'armement.

En mettant un terme à mon abonnement, je marque ma totale réprobation d'une attitude qui me semble obsolète et profondément choquante en cette période.

S.T. (Sarthe)

### Puriste

Votre édition du 16 mai (n° 622) me parvient. J'y lis, page 10, sous le titre « Roi des Belges » : « *Ainsi, cette écrivaine belge...* ». Ce n'est pas du belge. Ce n'est pas du français, je pense que M. Libens va demander pardon.

Merci pour vos envois, mais j'aimerais que vous relussiez ce qui est écrit.

P.A. (Seine-et-Marne)

[Certes, en français de France, comme l'atteste le dictionnaire de l'Académie, écrivain est un nom masculin et « écrivaine » n'existe pas, même si de fort bons auteurs (Collette entre autres) l'ont utilisé. En revanche, et contrairement à ce que pense notre lecteur, en wallon ou en québécois le mot existe et est d'un usage courant et tout à fait correct. Christian Libens, l'auteur de l'article incriminé, étant belge nous n'avons pas cru nécessaire de « traduire » son belgicisme. Y.A.J.]

### La séduction Tapie

Yves Landevennec par son article « Tapis roulant » (*Royaliste* n° 622) a dénoncé l'extravagante protection accordée à Bernard Tapie par l'Élysée. Il donne comme explication que la boule Tapie servait à écarter la boule Rocard. On peut tout de même se demander pourquoi Mitterrand tient tant à soutenir un voyou de la finance.

Ainsi de Villiers à la télévision n'a pas hésité à traiter le Président de premier des corrompus. A la suite de quoi J.-P. Chevènement a fait remarquer que l'on n'utilise pas certains termes par respect pour la fonction présidentielle.

Cependant de Villiers aurait-il raison ? Certainement pas, et nous allons donner une autre explication. Mitterrand est affecté par cette déformation professionnelle de certains avocats qui, à force de défendre des délinquants, perdent quelque peu la notion de frontière entre l'honnêteté et la malhonnêteté. Ce qui explique pourquoi lui-même restant

honnête, il s'est laissé épater par des personnalités louches qu'il jugeait davantage pour leur efficacité personnelle que pour leur honnêteté. Comme quoi la monarchie présente cet avantage de former le futur chef d'État pour son métier et pas un autre métier qui poursuit un élu toute sa vie.

J.S.-E. (Pyrénées Atlantiques)

### A convaincre...

Votre journal est sérieux, bien documenté et bien écrit. J'en apprécie beaucoup l'esprit de tolérance. Le titre, seul, me gêne un peu. Vous démontrez assez mal en quoi un roi serait susceptible de changer profondément la France. Si j'arbore, depuis longtemps, ma fleur de lis, ce n'est pas parce que je suis décidément royaliste ; c'est seulement que je considère que, nous n'avons en France, depuis la « république », ni liberté, ni égalité, ni fraternité. Il est possible qu'un roi... Mais il faudrait nous l'expliquer mieux et nous en convaincre.

Quant à vous donner des noms pour faire des abonnements de propagande, j'ai fait le maximum de ce côté là. Je constate sans nullement juger, que le seul terme de « royaliste », aujourd'hui, ne « fait pas sérieux ». Pour qui ne me connaît pas, je suis « antédiluvien » m'a-t-on dit.

E.B. (Vosges).

### Européennes

Je ne suis pas du tout d'accord avec l'éditorial du n° 623 de *Royaliste* qui donne la position officielle de la N.A.R. pour les élections européennes. Membre à titre personnel du Comité de soutien de la liste *L'autre politique* conduite par Jean-Pierre Chevènement, j'estime pour ma part que la N.A.R. n'aurait pas dû se déchoir en soutenant officiellement cette liste, du moins en ne se montrant pas aussi méprisante avec elle. Je voterai pour ma part pour la liste Chevènement.

Les conceptions économiques et politiques tant nationales qu'européennes du Mouvement des Citoyens divergent du vide sidéral et des a priori néo-libéraux de la classe politique socialo-libérale-gaulliste dans son ensemble et ne sont pas aussi éloignées des nôtres.

Sans tenir compte de l'erreur de Chevènement lors de la guerre du Golfe, il faut lui reconnaître son courage, notamment lors de sa démission du gouvernement en 1983 après le scandaleux retournement économique. Lors de sa venue dernièrement à Nancy, il déclarait notamment que « *la République c'est le bien commun et rien d'autre* » : avec cela ne peut-on pas commencer un dialogue ?

P.H. (Metz)

# Confusions d'intellectuels

# Justice !

## Paradoxe ! Alors que les intellectuels servent d'ordinaire à clarifier les débats, ceux de la pseudo-liste « Sara-jevo » ont brouillé tous les repères.

**L**es débats provoqués par l'initiative de Bernard-Henri Lévy ne tiennent pas seulement au génie médiatique de cet imposant personnage : tout en prenant position, chacun s'est efforcé de démêler un énorme sac d'embrouilles, où l'on trouve de l'émotion, du calcul militaire, de la politique intérieure, des stratégies personnelles, du cinéma (au propre et au figuré) et, même, de la politique étrangère. Quand des intellectuels se contentent de lancer des slogans, le rôle des citoyens est de rendre intelligible la complexité des choses. Essayons (1).

On ne peut demander « des armes pour la Bosnie » en omettant de dire que la Bosnie est aussi peuplée de Serbes (et de Croates) : les armes qu'on exige à la tribune de la Mutualité sont destinées aux Musulmans. A tort ou à raison, l'opération de BHL vise à engager la France dans une guerre civile, contre les Serbes de Bosnie, accessoirement contre les Croates de l'Herzégovine, éventuellement contre la nation serbe. La politique de la France vise à obtenir la paix, par un accord politique en vue d'une confédération de Bosnie-Herzégovine.

Les références historiques invoquées sont fallacieuses. La pression militaire serbe en Bosnie ne menace pas la paix en Europe à la façon dont la pression hitlérienne annonçait la conflagration générale : invoquer le précédent munichois est sans pertinence. La guerre civile de Bosnie oppose trois nationalités

(Serbes, Croates et Musulmans) alors que celle d'Espagne opposait deux camps idéologico-politiques. Dire que des « fascistes » (serbes) affrontent des « démocrates » (croato-musulmans) est une contorsion dialectique à usage germanopratin.

Accuser les dirigeants d'un pays de « lâcheté » est un procédé de pure polémique. Le courage est une vertu individuelle, qui n'intervient pas dans la décision politique ou militaire de l'homme d'État : il n'est pas engagé physiquement, sa réflexion est d'ordre politique (le rôle de la France, l'équilibre européen, le souci de la sécurité des personnes) et la moralité de la décision fait toujours référence à l'impératif judéo-chrétien de paix (Tu ne tueras point). La guerre, quand il faut s'y résoudre, est en elle-même un échec. La politique de la France reste morale dans son intention (elle vise au rétablissement de la paix) alors que la logique de guerre à outrance dans les Balkans ne l'est pas.

On ne saurait par ailleurs exiger de l'État qu'il succombe à l'émotion. L'émotion est un sentiment personnel, parfaitement légitime dans son ordre, et moral en ce qu'il nous porte vers autrui. Même si les mots sonnent mal, il faut accepter la raison de l'État et la tenir pour nécessaire : un État qui agirait par compassion serait vite détruit (il viderait par exemple ses caisses) ou destructeur (il voudrait extirper le Mal, en tout lieu et en tout homme).

### Amalgame

Cette campagne pour les élections européennes aura vu fleurir, comme de coutume, libelles anonymes et tracts dénonciateurs. Deux d'entre eux - émanant des milieux d'extrême-droite - visent Philippe de Villiers : une brochure de 16 pages intitulée « *Qui est vraiment Philippe de Villiers ?* » et signée par un soi-disant *Collectif Mémoire républicaine*, et un petit livre de 130 pages paru aux mystérieuses *Éditions du Chouan masqué*. L'un et l'autre de ces textes prétendent que l'intéressé aurait fait partie de notre mouvement à ses origines. Nous tenons à préciser que ces auteurs anonymes sont mal renseignés et affirment n'importe quoi. Ceci, par contrecoup, décrédibilise le reste de leurs « révélations ».

Yvan AUMONT

L'émotion des citoyens quant à la Bosnie est pleinement justifiée. L'émotion ne définit pas une politique, mais peut conduire à l'engagement personnel (Régis Debray aux côtés du Che Guevara). Jusqu'à présent, la compassion de certains intellectuels pour la Bosnie n'a provoqué aucun engagement physique. En fait, BHL et consorts jouent sur deux tableaux : celui de l'émotion (mais pas jusqu'à la mobilisation effective) celui de la décision de nature politique (qui n'implique pas d'engagement personnel). Leur discours moralisateur est sans obligation (leur devoir civique ne va pas jusqu'au don de soi, ni même jusqu'au don de temps qu'implique une action humanitaire) et leur conduite morale ne connaît ni règle ni sanction : ils interviennent à la manière des politiques mais ils ne rendent pas compte aux citoyens, ils se présentent aux élections mais se dérobent au verdict du suffrage universel. En cela, les ex-colistiers de la pseudo-liste « Sarajevo » se montrent doublement irresponsables. Et contrairement à ce que dit Pascal Bruckner, ils sont plus « obscènes » que les politiques puisque ces derniers ont à répondre de leurs actes devant les électeurs alors que notre quateron d'intellectuels se contente de mettre en scène ses passions, ses pulsions et ses répulsions.

A tous égards, ces confusions participent de la dénégation du politique en tant que tel. Du côté de Saint-Germain-des-Près, on confond engagement et agitation médiatique, présence médiatique et présence politique, mais aussi ce qui est médiatique (le spectacle) et ce qui est médiateur (la fonction politique).

Juste retour des choses : la confusion des esprits a fini par jeter la confusion dans la liste germanopratin. A trop se moquer du monde, on sombre dans le dérisoire.

Sylvie FERNOY

(1) Après la juste réplique de Régis Debray (*Le Monde* du 25 mai) dont je conseille vivement la lecture.

**U**n patron en prison ! L'incarcération de Didier Pineau-Valencienne dans une prison belge a provoqué une mobilisation digne de celles qui marquaient l'envoi au Goulag de dissidents soviétiques voici une dizaine d'années... Pétition de soutien, visite de l'ambassadeur de France au malheureux prisonnier, déclarations des plus hautes autorités politiques de notre pays.

Tout s'est passé comme si le désormais célèbre « DPV » était de toute évidence innocent, comme si son métier de patron le mettait au-dessus des lois, comme si le juge Van Espen était un pervers polymorphe, comme si la Belgique était une dictature rouge.

Ce n'est pas la mise en détention du PDG de Schneider qui est surprenante, mais ces réactions de caste, mêlées d'une pointe de mépris nationaliste pour notre « petit voisin », si touchant avec ses moules-frites, son humour et sa monarchie gentille. Il est vrai que la Belgique est un pays tout à fait exotique. Dans cette monarchie, l'esprit démocratique est tel que tous les citoyens, même patrons, sont égaux devant la loi ! Inouï... Et cette monarchie est un État de droit qui applique strictement le principe de l'indépendance de la justice ! Étonnant... Quant à la forte consommation de moules-frites, elle semble inciter les juges à respecter strictement le secret de l'instruction. L'humour belge, enfin, consiste à répondre à la formidable pression exercée par le gouvernement et par le complexe industrialo-financier français par la mise à l'ombre... d'un banquier italien.

L'exemple qui nous vient de Belgique devrait inciter les magistrats français à s'intéresser d'un peu plus près que d'ordinaire aux activités de certains groupes français, et aux compromissions maffieuses dont la France est chaque jour un peu plus menacée.

Y.L.

## royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier des lecteurs - p.3 : Confusion d'intellectuels - Justice I - p.4 : Eurosincère - p.5 : Jean-Luc ou Sir Leon ? - p.6/7 : Entretien avec Fodé Sylla - p.8 : Les pièges de l'austérité - La revanche des langues - p.9 : Pierre Chaunu, l'historien pathétique - p.10 : L'avant Kofi - Peut-on réécrire l'Histoire - Album de Familles - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Craquements dans la charpente.

REDACTION-ADMINISTRATION  
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris  
Téléphone : (1) 42.97.42.57  
Télécopie : (1) 42.98.05.53

Dir. de la publication : Yvan AUMONT  
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772  
Diffusion NMPP - Imprimé en France

## bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)\*  
(\* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Date de naissance : .....

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

# Eurosinécure

« Libération » (1) a eu l'heureuse idée de réaliser, à trois semaines des élections européennes une enquête sur l'assiduité de nos députés au Parlement de Strasbourg lors de la législature qui s'achève (1989-1994).

I l'a fait en collaboration avec quatre autres quotidiens européens, chacun pour son pays (Espagne, Grande-Bretagne, Irlande et Allemagne).

Qu'en ressort-il ? Le moins que l'on puisse dire est que si nous ne tenons pas la palme de l'absentéisme qui revient à l'Italie (60 % d'assiduité) notre pays arrive juste devant (66 %) loin derrière l'Irlande (86 %), qui attend tout de la manne européenne, l'Allemagne et la Grande-Bretagne (80 %) et l'Espagne (74 %). Tout n'est pas égal, néanmoins : une analyse par groupe s'impose.

Que remarque-t-on ! Les Verts sont les plus présents - avec les libéraux - : sur les quinze premiers députés (taux de présence supérieur à 85 %) on retrouve six Verts - dont quatre au-dessus de 90 %. Rien d'étonnant à cette présence écologiste : absents du parlement national, les Verts ont enfin, à Strasbourg, la sensation délicate de faire de la politique « pour de vrai » et de pouvoir faire entendre leur voix à côté de leurs grands frères allemands - *die Grünen*, en français : les Verts -, eux aussi bien présents. Il devrait en être de même pour le Front National. Mais une autre incidente a joué : « L'implantation nationale du FN a eu des répercussions à Strasbourg, note Jean Quatremer, auteur de l'article de *Libé*, alors qu'il occupait la première place entre 1984 et 1989, il rétrograde à la quatrième

avec un taux inférieur à la moyenne française ». Et l'idéologie européenne ? Elle ne semble pas jouer en faveur de l'assiduité : les représentants du PPE-UDF persistent en bons avant-derniers depuis dix ans. Baudis lui-même, tête de liste de la droite, n'est pas un pilier de Strasbourg. Mais la palme de l'absentéisme revient à Hersant (3,5 %) et à Fabius (10 %) !



On remarque d'ailleurs, de façon générale, et contrairement à nos voisins anglais et allemands, qui partagent mieux les tâches, que les ténors français, cumulant les fonctions, ne brillent pas par leur présence.

Il aurait été intéressant de comparer ces résultats aux habitudes parlementaires de chaque pays. C'est bien connu, l'absentéisme est une tradition au parlement français. Mais il est dommage que nous reproduisions ce défaut à Strasbourg. Notre impact y est d'autant diminué, surtout que, autre tradition nationale - mais là, expression de notre richesse - nous nous partageons à Strasbourg en neuf groupes, contrairement aux Allemands et aux Anglais, ancrés dans le tri - ou

bi - partisme. Or, c'est à l'intérieur des groupes que joue au mieux l'influence parlementaire, de même que dans le travail en commissions - qui s'effectue à Bruxelles - mais là, nous ne disposons d'aucune statistique.

Strasbourg est une sinécure : élus sans trop d'efforts, à partir du moment où ils sont bien placés sur la liste, et sans campagne électorale sur le terrain - quel terrain d'ailleurs ? -, bien payés, absolument pas sanctionnés en cas d'absentéisme aigu, nos « eurodéputés » auraient tort de s'en faire. Surtout quand on voit que les partis ne récompensent guère leurs sens du devoir. Le Vert Boissière (98,5 % de présence), la socialiste Vayssade (85,5 %) ne sont pas reconduits sur les listes. Quant à Cot (PS), seul grand ténor français à Strasbourg, Rocard a voulu dans un premier temps l'éliminer.

A l'heure où le traité de Maastricht a cru bon de donner plus de pouvoir au parlement européen, oubliant que dans une Europe qui n'existe pas encore, seuls les parlements nationaux sont sources de légitimité ; où l'Allemagne se taille la part du lion, en nombre de députés, il serait temps, que nos « eurodéputés » (re)trouvent le chemin de Strasbourg. Le choix en faveur de l'hémicycle bruxellois qui s'édifie actuellement - massacrant d'ailleurs le quartier historique de la ville (2) - n'a-t-il pas été obtenu à Strasbourg qu'à cause de l'absentéisme des députés européens français au moment du vote ?

Axel TISSERAND

(1) Libération du mardi 24 mai 1994.  
(2) Voir l'émission sur Planète du 3 juin 1994.

# Jean-Luc ou Sir Leon ?

La France et l'Allemagne favorisent la candidature du Premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, à la succession de Jacques Delors à la fin de ce mois au sommet de Corfou. Leur calcul n'est pas bon : l'Europe de Bruxelles a vécu. Celle de l'an 2000 ne sera pas une grande Belgique.

Le ministre français aux Affaires européennes a indiqué qu'on ne voulait nommer à la présidence de la Commission que quelqu'un qui appartienne à un pays et à une famille politique clairement engagés dans une vision de l'Europe qui est celle de la France et de l'Allemagne, celle des « pays fondateurs ». La Belgique et le parti social-chrétien flamand répondraient à ce critère. M. Dehaene ne s'est d'ailleurs pas fait faute de présenter, pour des raisons de politique intérieure belge autant qu'europpéenne, le modèle fédéral belge pour l'Europe de demain. Il faudrait lui demander s'il veut une monarchie pour l'Europe en paraphrasant le mot du dirigeant socialiste de la III<sup>e</sup> République, Marcel Sembat, aux tenants de l'idée de revanche : « Faites un roi sinon faites la paix ». « Faites un roi, M. Dehaene, sinon faites une autre Europe » : l'Europe fédérative sur le modèle belge suppose l'autorité symbolique et tutélaire d'une monarchie.

Ce débat est d'autant plus d'actualité que la conférence intergouvernementale sur la révision institutionnelle des traités aura lieu en 1996 et tranchera sur la vocation fédérale

écartée à Maastricht mais chère à Delors, à Kohl, aux démocrates-chrétiens et aux sociaux-démocrates majoritaires à Bruxelles et à Strasbourg. Le calcul français est différent. En choisissant M. Dehaene, on rend hommage à l'homme de consensus, au médiateur-né, formé par son expérience politique belge au compromis historique, qui saura rester à sa place et maintiendra la Commission dans la soumission au Conseil des Ministres. En bref, la France soutient un Belge, considéré comme l'archétype du modèle belge et de Bruxelles, pour faire le contraire de ce que la Belgique et Bruxelles représentent en Europe, pour entériner la fin de l'Europe des Commissaires (que *Royaliste* annonçait dès la fin 1989 (1)) et réserver aux seuls gouvernements le soin de décider de l'avenir institutionnel de l'Union sans interférence de la Commission ni du Parlement et sans comité préparatoire d'experts.

Paradoxe pour paradoxe, n'aurait-il pas été plus avisé de soutenir la candidature de Sir Léon Brittan ? J'entends d'ici chacun se récrier : quoi ce fils de la perfide Albion, ce membre du parti tory soumis au chantage des eurosceptiques, cet ancien ministre de Margaret Thatcher, ce cheval de Troie des Américains, ce théoricien du libre-échange, ce pourfendeur des intérêts industriels français ?

Nous signalions dès cet article de la fin 1989 l'excellente image donnée par les commissaires britanniques qui furent les véritables artisans du marché unique, des règles de concurrence et en dernier lieu de l'accord sur le GATT, et l'atout que pourrait constituer un premier ministre britannique, bon européen,

pragmatique intelligent, pensant alors à Michael Heseltine, infiniment préférable à John Major. Sir Léon Brittan représente cette chance. Le ministre français Lamasour le reconnaissait indirectement en avouant travailler avec les Britanniques, « qui sont les plus attentifs à cet aspect des choses », à redéfinir le champ des compétences communautaires selon le principe de la subsidiarité. C'est Brittan qui a également suggéré l'association des Parlements nationaux au contrôle de l'action de la Commission, idée chère au gouvernement français, et qui avait le premier réagi favorablement, contrairement à Delors, à l'admission de la partie orientale de l'Allemagne aux règles de la CEE.

Au lieu de récuser Brittan parce que conservateur et britannique, ne faudrait-il pas attendre de sa nomination une évolution décisive de l'Angleterre et de son parti en faveur de l'engagement européen, d'ailleurs majoritaire dans ses éléments les plus dynamiques ? Pourquoi de surcroît fixer des critères nationaux et partisans au choix de commissaires dont on s'accorde à dire qu'ils ne doivent pas s'ériger en hommes politiques ni incarner des intérêts nationaux ? Il est parfaitement contradictoire de choisir un politique représentatif de « l'Europe des fondateurs » à la tête d'une Commission dont on veut affirmer le caractère exécutif, plutôt qu'un bon commissaire compétent en matière de concurrence, de droit communautaire, de commerce international, dont on n'attend surtout pas qu'il définisse les termes de l'Europe politique de la fin du siècle et qui serait parfaitement en harmonie avec cette nouvelle Europe des États-nations qui s'impose à chaque élection nationale, y compris chez les pères-fondateurs !

Yves LA MARCK

*Royaliste* n° 525 - 11 décembre 1989 - « La fin de l'Europe des commissaires ».

♦ **AFRIQUE DU SUD** : Après trente-trois ans de mise à l'écart due à son régime d'*apartheid*, l'Afrique du Sud réintègre officiellement aujourd'hui le Commonwealth, comme l'avait annoncé avant son élection le président Nelson Mandela, après une rencontre au Zimbabwe avec la reine Elisabeth II. Cette dernière n'a pas caché sa grande satisfaction à cette perspective ; l'Afrique du Sud a toujours gardé une place privilégiée dans son cœur, depuis le voyage qu'elle y effectua avec ses parents en 1946 avant son mariage. Le 20 juillet prochain, l'événement sera célébré par un service oecuménique à l'abbaye de Westminster en présence de la reine mère (93 ans) et de l'archevêque Desmond Tutu. Le prochain sommet des chefs de gouvernement de l'Association qui se tiendra à Auckland à l'automne étudiera la réintégration du Cameroun.

♦ **JAPON** : Le gouvernement japonais, cédant aux pressions des conservateurs, a décidé que l'Empereur Akihito ne se rendrait pas à Pearl Harbour lors de son prochain voyage aux États-Unis, en juin. Selon le quotidien nippon *Yomiuri Shimbun*, l'Empereur devait y présenter les excuses du Japon pour le déclenchement de la guerre dans le Pacifique.

♦ **RWANDA** : Le roi Kigeli V Ndahindurwa, déposé lors de l'abolition de la monarchie en 1960, observe depuis son exil américain - il vit dans un modeste deux pièces à Takoma Park - la situation dramatique de son pays et les massacres perpétrés entre les différentes communautés Tutsi et Hutu. « C'est pour moi un choc terrible, c'est un vrai génocide. Ils tuent famille après famille » a déclaré le roi, 57 ans, au *Washington Post*. Le roi, dans un premier temps réfugié à Nairobi, a été contraint d'émigrer vers les États-Unis il y a deux ans, tant il craignait pour sa sécurité. Monté sur le trône en 1959 après la mort mystérieuse de son frère, le roi Mutara, Kigeli V accuse les Belges d'avoir semé la discorde dans son pays. « Ils nous ont divisés. Je n'ai pas été déposé par le peuple rwandais, mais par les étrangers belges ». Pour l'heure, le roi s'active dans les milieux officiels américains pour porter secours à ses compatriotes. Avec quelques conseillers et des amis, il a lancé l'Organisation d'Aide Sociale aux Réfugiés Rwandais, pour venir en aide aux dizaines de milliers de Rwandais qui fuient leur pays.

♦ **ESPAGNE** : Du 23 au 25 mai, le roi Juan Carlos et la reine Sophie d'Espagne ont effectué une visite officielle en Mauritanie, reçus tour à tour à Nouakchott par le président Sid'Ahmed Taya, l'ancienne capitale des Almoravides Atar, l'oasis de R'Guigat. Mais le roi a surtout profité de la tribune qui lui était offerte à l'Assemblée Nationale pour prêcher d'une voix ferme en faveur de la démocratie. « Les valeurs démocratiques sont nécessaires à tout processus de modernisation économique et sociale... Persévérez dans votre recherche d'une paix sociale, basée sur la tolérance et la justice. Toute exclusion est stérile » a notamment déclaré le souverain devant un hémicycle où ne siègent que des députés appartenant au parti au pouvoir, l'opposition ayant refusé d'accepter le résultat des élections de 1992 jugées frauduleuses.

♦ **ÉTATS-UNIS** : Le prince Jean de France, duc de Vendôme, vient de terminer le cycle d'études complémentaires (*master*) d'administration des affaires et de gestion) qu'il poursuivait dans une université californienne. Fin avril il a reçu officiellement son diplôme avec les félicitations du jury. Après sa maîtrise de philosophie et sa maîtrise de droit, le voici maintenant muni d'un sérieux bagage universitaire. Le prince Jean a eu vingt-neuf ans le 19 mai dernier.

## BON DE COMMANDE

Je vous passe commande du livre « Histoire des royalistes » au prix de 160 FF franco

NOM/Prénom : .....

Adresse : .....

à retourner à "ROYALISTE", 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris, accompagné du règlement à l'ordre de "Royaliste" C.C.P. 18.104.06.N Paris

Fodé Sylla :

# «Lutter contre l'exclusion par des actions de terrain»

● **Royaliste** : Pourriez-vous rappeler les conditions de la naissance et du développement de l'organisation que vous présidez ?

**Fodé Sylla** : *SOS Racisme* est né au milieu des années quatre-vingts, pour répondre à la montée du racisme en France, qui se manifestait notamment par des attentats contre les foyers d'immigrés. Notre mouvement a une particularité à laquelle il est très attaché : dans les années soixante-dix, il y avait en France des mouvements de solidarités avec les travailleurs immigrés ; nous avons voulu quant à nous aller plus loin que la solidarité et faire en sorte que des jeunes issus de l'immigration puissent s'investir dans un mouvement civique et y prendre toute leur place. A cette fin, nous avons pris le pari de faire militer dans une même association des jeunes juifs, des jeunes arabes, des jeunes noirs - malgré tous les problèmes qui se posaient entre eux - au lieu que chacun s'enferme dans une logique communautaire. A l'époque, on nous trouvait très utopistes, et beaucoup pensaient que des jeunes juifs et des jeunes arabes ne pourraient jamais s'entendre à cause du problème palestinien, de même qu'on pensait voici dix ans que noirs et blancs ne pourraient pas faire la paix en Afrique du Sud. L'histoire a démontré que les utopistes avaient raison !

J'ajoute que notre mouvement ne s'est jamais limité à une dénonciation du racisme : nous avons insisté sur l'égalité des droits et nous avons milité pour qu'on apporte des réponses au racisme sur le terrain social. C'est ainsi que *SOS Racisme* est devenu très rapidement une force de réflexion et de propositions, sur la ville, sur la police, sur le droit de vote des étrangers aux élections locales... Du coup, nous

n'avons pas été regardés comme une organisation anti-raciste de jeunesse, mais comme un mouvement d'opinion capable de participer à de grands débats - par exemple dans le domaine de l'enseignement. Cela explique que les militants de *SOS Racisme* se soient naturellement retrouvés dans les manifestations lycéennes et étudiantes de ces dernières années, avec la FIDL et l'UNEF-ID.

● **Royaliste** : Quelques mots sur l'organisation de votre mouvement ?

**Fodé Sylla** : Nous avons trois cents comités dans toute la France, ce qui signifie que nous sommes présents dans la plupart des villes et dans beaucoup de lycées et de facultés. Après les événements de Vaux-en-Velin, qui ont malheureusement confirmé les avertissements que nous avions lancés sur la montée de l'exclusion et de la violence, nous avons constaté que les jeunes des banlieues rejetaient tout ce qui était institutionnel, médiatique et parisien.

C'est pourquoi nous avons créé l'*Organisation des Banlieues Unies* (OBU) pour répondre aux difficultés quotidiennes que rencontrent les habitants des banlieues. Cette organisation a permis que se recréent des solidarités, que nous avons voulu renforcer en créant des *Maisons des Potes*. Il existe actuellement une quinzaine de ces Maisons, dans lesquelles on fait du soutien scolaire, du conseil juridique, des débats, et qui accueillent aussi des réunions familiales car souvent dans les banlieues il n'y a pas d'endroit pour se réunir.

● **Royaliste** : Quelles sont les causes de ce rejet des institutions dont vous parliez et qui est très net dans les mouvements actuels de révolte ?

**Fodé Sylla** : Prenez un jeune de banlieue qui a une dizaine d'années, et qui a toujours vu ses parents au chômage : ceux-ci n'ont plus cette dignité première que donne le travail et qui permet d'affirmer une autorité. De plus, ce jeune a vu son frère passer de stage en stage, et puis se faire refuser par plusieurs entreprises parce qu'il est *beur* ou *black* : ce jeune-là se dit que l'école ne sert pas à grand-chose alors que l'argent qu'on gagne dans les circuits de l'économie parallèle permet de retrouver une dignité. Car tel est bien le message que renvoient chaque soir les images des publicités et le discours dominant : l'argent est la valeur suprême, on est respecté quand on en gagne beaucoup, quand on a une belle voiture... Beaucoup de jeunes sont ainsi reje-

tés de l'institution scolaire, de l'organisation du travail, et finissent par ne plus connaître d'autre institution que la police. De plus, ce jeune entend des ministres déclarer que des milliards vont être consacrés aux banlieues, et le décalage est tel entre les promesses et les réalisations concrètes qu'il en conclut que les politiciens s'en mettent plein les poches. Ce qui renforce naturellement sa méfiance à l'égard des institutions et sa volonté de se débrouiller par ses propres moyens, y compris en dehors d'une légalité que plus personne ne semble respecter. Enfin, quand les policiers se contentent d'arrêter les petits vendeurs de haschisch sans jamais inquiéter les trafiquants qui tournent dans les cités au volant de grosses voitures, le discours moral contre la

drogue ne peut pas passer.

● **Royaliste** : Vous indiquez aussi un rejet de la presse parisienne...

**Fodé Sylla** : La grande presse ne s'intéresse pas à ce qui se passe dans les banlieues, mais seulement aux violences qu'elle peut mettre en scène. Cent fois nous avons tenté d'intéresser les journalistes à des réalisations concrètes, cent fois, nous les avons invités à venir constater sur le terrain des résultats positifs dans la lutte contre l'exclusion sociale. Mais d'ordinaire les journalistes ne s'intéressent pas à la vieille dame qui vit dans un appartement devenu trop grand et qui l'échange avec celui d'une famille maghrébine grâce à une rencontre organisée par le maire : les journalistes viennent quand ça casse, parce que la casse donne des images pour le journal de vingt heures.

Or, justement, les expériences positives dans les banlieues ne font pas de bonnes images pour la télévision.

Tans pis pour les médias ! Les banlieues en difficulté exigent une présence quotidienne sur le terrain si on veut répondre vraiment aux demandes de la population. Ces demandes sont en effet très variables : certains habitants refusent qu'on détruise les bâtiments, mais souhaitent qu'ils soient rénovés ; dans d'autres cas au contraire, ils souhaitent que certains immeubles soient détruits. D'autres revendications concernent la gestion des centres sociaux, des salles de sports, etc. Il y a des solutions au cas par cas, et il est vrai que, quand on s'y met, ça peut marcher : on peut s'opposer à l'exclusion sociale, faire baisser le taux de suicide, sans annoncer de plans mirifiques sur les « cinq cents quartiers » à rénover, et sans dépenser beaucoup d'argent.

● **Royaliste** : Quelles sont les conséquences des lois sur les étrangers ?

**Fodé Sylla** : Il faut d'abord parler de la réforme du code de la nationalité. Vous avez deux gamins qui sont nés au même endroit, qui sont allés dans la même crèche, puis dans la même école : à l'un des deux, on dit un jour qu'il doit manifester sa volonté d'être Français parce qu'il a des parents arabes ou d'Afrique noire alors que son copain n'a pas à le faire. Et c'est ainsi qu'on crée une situation discriminatoire. La remise en cause du droit du sol, ce n'est pas seulement un débat de principes : on désintègre des populations, on précarise des jeunes, et par conséquent on détruit une grande part du travail qui est fait dans les banlieues pour favoriser l'intégration.

Le deuxième point, c'est la remise en cause de l'ordonnance de 1945 sur l'entrée et le séjour des étran-

clandestinité. N'oublions pas non plus que l'administration refuse à des couples mixtes le droit de se marier, qu'elle fait des enquêtes pour vérifier si deux personnes s'aiment vraiment - ceci pour empêcher de mariages blancs. Ces mariages existent évidemment, mais ce n'est pas parce qu'il existe des pratiques répréhensibles qu'il faut jeter la suspicion ou l'interdit sur tous les mariages entre des Français et des étrangers.

Troisième point : le droit d'asile. La France a cessé d'être une terre d'accueil et de protection pour tous les combattants de la liberté à travers le monde. On a renié un principe fondamental, inscrit dans le Préambule de 1946, pour faire un clin d'oeil au Front national, par pure et simple démagogie.

Cette politique est scandaleuse à tous égards, et elle aboutit à masquer les véritables difficultés auxquelles notre pays est confronté.

*« Vous avez réussi SOS Racisme qui est simple et émotif. Vous avez parlé avec votre cocur. Pourquoi cela a-t-il réussi ? Parce que vous avez rencontré un immense courant dans l'opinion, qui était d'accord avec ce simple badge, ce simple mot, qui répondait à tout ce qu'il ne voulait pas. C'est-à-dire la ségrégation et l'injustice ».*

*Le comte de Paris à Harlem Désir en 1986*

gers dans notre pays. Nous avons récemment organisé près de Paris une grande journée au cours de laquelle nous avons fait témoigner des personnes qui sont en France depuis dix, quinze ou trente ans : depuis les nouvelles lois sur les étrangers, ces personnes ont été précarisées, exclues, et se retrouvent en situation d'étrangers dans une ville où ils ont vécu et travaillé pendant dix ans ou plusieurs dizaines d'années.

Le ministre de l'Intérieur dit que ces lois ont été faites pour régulariser les flux migratoires, pour développer la sécurité, pour intégrer les populations, pour contrer le Front national. Or l'expérience montre que ces lois ont des conséquences négatives dans tous les domaines évoqués par M. Pasqua puisque ces lois déstabilisent des gens qui étaient déjà intégrés, séparent des familles, jettent la suspicion sur des populations, augmentent la proportion de gens qui sont en situation d'expulsion et poussent donc à la

Contrairement à ce que suggère la droite, en reprenant un thème du Front national, il n'est pas vrai que les immigrés soient responsables du chômage. Nous savons que le chômage est provoqué par des phénomènes complexes qui touchent à la politique monétaire, à la politique industrielle, aux règles actuelles de l'échange international, aux mutations technologiques. C'est pour souligner la nécessité de l'action solidaire face à cette crise compliquée, c'est pour dénoncer l'illusion dangereuse qui est contenue dans le simplisme de la xénophobie ministérielle, que *SOS Racisme* a participé à la marche des chômeurs et participe aux actions en matière de logement. Tous ceux qui veulent prendre leur part dans les actions de terrain, qu'il s'agisse de conseil juridique, de soutien scolaire ou d'aide aux mal logés, sont les bienvenus. Notamment les royalistes !

**Propos recueillis aux Mercredis de la NAR**



♦ Des affichages militants avec la célèbre « petite main » et l'affiche « détournant » l'homme du 18 juin pour rappeler au gaulliste Pasqua qu'heureusement le droit d'asile existait en Angleterre en 1940...

# Les pièges de l'austérité

Contre l'idéologie économique dominante, la réaction salubre et vigoureuse de chercheurs canadiens et français.

D e quelque nationalité qu'ils soient, les thérapeutes de l'économie ressemblent aux médecins de Molière - la célèbre purge prenant aujourd'hui le nom d'austérité. La prescription est détestable, puisqu'elle a pour effet d'épuiser le patient - en l'occurrence les peuples - tout en augmentant le capital symbolique et matériel des médistres. Dès lors, pourquoi accepter ces cures à répétition ?

La résignation ne tient pas à la pertinence de la politique néolibérale, mais à la puissance de ceux qui la mettent en oeuvre (le Fonds monétaire international, les ministres des Finances...), à la force des habitudes, et à ce faux bon sens qui s'appuie sur la comparaison entre le panier de la ménagère et le budget de l'État : puisque la ménagère qui voit grimper ses dettes restreint ses achats, les pouvoirs publics se doivent de respecter cette sagesse immémoriale. Bien sûr, les explications des économistes libéraux sont beaucoup plus raffinées, mais leur dogmatisme repose sur ce postulat de base.

C'est cette dogmatique qu'une équipe de chercheurs canadiens et français, anglais et américains, s'est employée à contester radicalement dans un ouvrage collectif (1) qui constitue à nos yeux une indispensable référence. Mais attention. Ce travail n'est pas un livre-tract, qui se contenterait de répondre de manière

polémique aux pirouettes et aux entechats d'un quelconque Guy Sorman (2). Pour démonter les pièges de l'austérité, il faut la rigueur d'une pensée appuyée sur une information scientifique. Qu'il s'agisse de la critique du dogme de l'équilibre budgétaire ou de l'analyse des politiques d'austérité menées dans les principaux pays développés, nous disposons désormais d'une réfutation pertinente de l'idéologie économique dominante qui ouvre de nombreuses perspectives quant à la sortie de la crise.

Dans cet ensemble de contributions, le lecteur français ne peut manquer de suivre plus particulièrement Alain Parguez dans son examen de l'austérité budgétaire en France. Balayant les idées reçues, l'auteur démontre que la France n'a cessé de vivre sous l'emprise de la pensée libérale de Jacques Rueff (l'homme qui recommandait aux Britanniques de supprimer les allocations de chômage dans les années trente), que la politique du déficit budgétaire est aussi mythique que la fameuse « relance keynésienne » opérée par la gauche en 1981-1982. Toutes tendances confondues, la classe dirigeante française n'a cessé de pratiquer l'austérité budgétaire, plus systématiquement qu'en Allemagne, avec des conséquences désastreuses pour l'investissement public et privé et sur le niveau de l'emploi.

Rompant avec l'orthodoxie libérale pour accomplir la révolution économique que la France a manquée en 1945 et en 1981 : il faudra, aussi vite que possible, s'y décider.

Yves LANDEVENNEC

(1) Pierre Paquette et Mario Seccareccia (sous la direction de) - « Les pièges de l'austérité » - Presses de l'Université de Montréal et Presses de l'Université de Grenoble, 1993 - prix franco 170 F.

(2) Guy Sorman est à l'économie ce que BHL est à la philosophie.

# La revanche des langues

Le livre (1) récemment publié par Jean de La Guérivière, correspondant du Monde à Bruxelles n'est pas passé inaperçu à la rédaction de *Royaliste*... Notre collaborateur belge, Christian Libens, y faisait une allusion en l'épinglant (*Royaliste* n° 622) et Alain Solari, lui, dit ici tout le bien qu'il en pense...

L'ouvrage de Jean de La Guérivière, bien construit et documenté, est rédigé dans une langue claire au style alerte, émaillé d'anecdotes significatives qui, si elles égaient un sujet complexe, ne détournent jamais le lecteur de l'essentiel : sous le règne de Baudouin I<sup>er</sup>, la Belgique s'est dotée d'une organisation de type fédéral qui lui permet de battre tous les records en matière de complexité administrative. Créé en 1830, après une révolte contre les Pays-Bas auxquels il était soumis depuis l'effondrement de l'Empire, le Royaume, résultat des équilibres fragiles élaborés par la diplomatie du XIX<sup>e</sup> siècle, connaît depuis plusieurs décennies une éclatante « revanche des langues ».

Au moment où la Communauté Européenne, en dépit de ses contradictions et ambiguïtés, prétend rapprocher ses membres au point d'effacer toute frontière, on constate qu'outre Quiévrain les cultures et les langues conservent non seulement leur spécificité, mais s'opposent d'autant plus qu'on a voulu oublier leurs différences. C'est ce que nous permet d'observer cette singulière Belgique « pays étonnant que menace aujourd'hui une partition pure et simple » ; et s'ils n'ont pas à s'en mêler directement, cette éventualité à laquelle bien peu de Français semblent croire les concerne bien plus qu'ils ne l'imaginent.

C'est ce que nous rappelle Jean de La Guérivière dont le trait se fait parfois acerbe : « ... ce n'est pas l'Irlande, ni la Yougoslavie. Chez nous, il n'y a jamais eu de morts ». Mais l'auteur rappelle immédiatement que « le seul mort, c'est l'État ». A propos d'une éventuelle

béatification évoquée à la mort du Roi Baudouin, le correspondant du Monde note malicieusement : « Et puis, un saint « intercesseur » serait quelqu'un à qui adresser des prières pour l'unité du Royaume. Après l'affaire de Louvain (2) et les activités passées d'une partie du clergé flamand, il était temps, pour l'Église belge, de faire son examen de conscience ».

Par delà la noblesse du Souverain défunt, la personne du Roi demeure le seul lien entre Wallons et Flamands : « La seule opposition significative à la monarchie est celle du Vlaams Blok (3)... même les Liégeois tiennent la monarchie pour un « mal nécessaire »... Il n'y a pas d'accord possible sur un nom entre les Flamands et les francophones pour assumer la magistrature suprême. Les Flamands sont les plus nombreux, le président de la République serait toujours considéré comme leur élu ».

Après avoir « dévoré » cet ouvrage, le lecteur n'ignorera rien du « feuillet constitutionnel », du problème des Fourons, de l'influence économique française, ou de l'attitude du général de Gaulle envers les « rattachistes ». En conclusion, Jean de La Guérivière rappelle que la « construction » européenne ne constitue, pour beaucoup de Belges, qu'une fuite en avant. On leur souhaite bien du plaisir... et surtout bonne chance à nos amis Wallons et Bruxellois.

Alain SOLARI

(1) Jean de La Guérivière - « Belgique : la revanche des langues » - L'Histoire immédiate, coll. dirigée par Jean-Claude Guillebaud - Éd. du Seuil - prix franco : 128 F.

(2) L'université catholique de Louvain a été scindée en deux selon le critère linguistique et la partie wallonne contrainte à déménager du territoire flamand.

(3) Extrémiste flamand.

# Pierre Chaunu, l'historien pathétique

P our qui a rencontré Pierre Chaunu une seule fois dans son existence : quel homme et quelle passion ! N'importe quelle conversation avec lui tourne rapidement à un *crescendo* vers les cimes de ses hantises et de ses convictions. Il n'est pas un seul texte de lui qui ne soit un acte de foi et d'exclamation. Et s'il a ses saintes colères, plus souvent qu'à son tour, c'est tout simplement qu'il croit. En Dieu certes par dessus tout, mais aussi en l'homme, et dans sa discipline universitaire, l'histoire. Non pas à la manière d'un progressiste naïf et superficiel, mais à la mesure de celui qui ne cesse de discerner une profusion de sens en tout ce qu'il observe. Tout cela n'a rien d'un chaos d'obscurité et d'absurde. Il y a un but - un *telos* - mystérieux dans cette montée des générations humaines au sein d'un cosmos qui lui aussi participe d'une intelligibilité stupéfiante. Lire son dernier livre, c'est entrer une nouvelle fois dans cette intimité en ébullition permanente, en acte d'admiration sans limite - c'est la condition de la connaissance pour Aristote - si bien que c'est d'enthousiasme qu'il faut parler.

La métaphysique et la religion n'ont jamais été absentes de ses travaux, mais à cette période où il est arrivé, après tant de labeurs, jamais las de comprendre et de mieux mettre en perspective la somme des connaissances accumulées, il jette comme un regard renouvelé sur l'histoire du monde et il ne peut plus désormais opérer que selon « l'axe du temps », c'est-à-dire une coordonnée métaphysique, la plus difficile qui soit mais aussi la plus stimulante. Saint Augustin y retrouve les derniers grands explorateurs de la science contemporaine. Il y a quelque chose de teilhardien au meilleur sens du terme, dans cet effort vers la totalité intégratrice, jamais réductrice, toujours ouverte à d'autres apports et éclairages, et aussi aimantée par un instinct eschatologique de la convergence. C'est que cet « homme de guerre » né dans les terres retournées de Verdun est un vrai pacifique. Voilà qui surprendra ceux qui ont été touchés à vif par telle de ses « sorties » ou de ses provocations. Mais justement, il ne faut pas se méprendre. La provocation peut être un cri qui sous l'agression veut souvent faire jaillir une source, douloureusement enfouie ou poser abruptement une question.

## « Un monstre sacré »

F rançois Dosse est de ceux que « les véhémences et les excès » reconnus par l'intéressé auraient pu définitivement rendre étrangers, sinon à l'historien du moins à la personne. Enfant de mai 68, militant de gauche, il aurait pu traiter par le mépris, la dérision, si ce n'est la crainte ce prophète véhément d'une droite abhorrée. Pourtant, sollicité pour mettre à la question celui qu'il considérait comme « un monstre sacré, l'historien le plus prolifique de sa génération, détenteur d'un savoir encyclopédique », il ne s'est pas dérobé, reconnaissant qu'au terme du parcours il n'était pas indemne d'une pareille confrontation. Non point « rallié » mais ébranlé. Car ce frère ennemi, conservateur déclaré est un accumulateur de progrès à mille lieues de se complaire dans un sentiment de décadence inéluctable. Un homme des Lumières, selon la vision qu'il a donnée dans un de ses meilleurs ouvrages, en montrant qu'on avait emprisonné cette période dans une vision trop étroite, qui ne correspond sûrement pas à sa richesse étonnamment polyphonique.

Il faut ajouter à cela que François Dosse a étudié l'école des Annales et l'histoire du structuralisme, en marquant son insatisfaction devant le néopositivisme de la première et l'impasse du second, « coupé de la quête du sens ». Avec Pierre Chaunu, son attente ne pouvait qu'être comblée, à cause de « ce lent affleurement du sens dans une confiance résolue et lucide dans les capacités de l'homme ». Non que Chaunu néglige les infrastructures, les soubassements et les déterminismes historiques qui ont été le propre de l'historiographie contemporaine. Sur ce point, il reconnaît à jamais sa dette envers un Labrousse ou un Braudel. Même si son oeuvre a pris, nous l'avons dit, un tour plus

philosophique, il demeure fidèle à sa recherche des déterminismes fondamentaux qui expliquent les processus historiques : démographie, densité des populations, transmission de l'information : « Toute l'histoire humaine est commandée d'abord par le nombre des cerveaux et en même temps par le volume de la communication entre eux ». D'où l'importance de la quantification. Mais il y a aussi des facteurs sociaux d'un autre ordre, comme le retard des femmes au mariage qui détermine des mutations profondes de civilisation.

## Une subjectivité avouée, gage d'authenticité

L e paradoxe, c'est que ce Chaunu promoteur de l'histoire quantitative est aussi passionné, véhément contre celui qui s'enflamme contre l'avortement ou s'enthousiasme pour Augustin ou Nicolas de Cues. D'où la question tout à fait pertinente de François Dosse rappelant ce que dit Ricoeur du clivage qui s'opère à l'intérieur de l'historien : « La rationalité pour laquelle l'historien a opté fait que le clivage passe au coeur même du sentiment et de l'imagination, scindant ce que j'appellerai un moi de recherche d'un moi pathétique ». Comprendre n'est pas juger, avait déjà énoncé Marc Bloch. De ce point de vue, Pierre Chaunu semble être aux antipodes de l'exigence minimale, n'ayant jamais renoncé à investir son *pathos* dans les zones les moins affectives de la rationalité et ne cessant de développer les conclusions de ses recherches pour étayer sa vision du monde et les principes pratiques mais aussi moraux qui devraient gouverner aujourd'hui la cité. Je risque cette interprétation que dans ce cas privilégié, le pathétique est pour le chercheur un vecteur essentiel de vérité, d'adéquation aux objets de ses investigations. « Je suis ce que je suis » reconnaît-il sans contester que sa passion puisse parfois blesser. Mais dès lors que la subjectivité est avouée, elle est plus tolérable, elle est aussi un gage d'authenticité non nuisible aux connaissances. C'est pourquoi, je dirai que chez Pierre Chaunu, le pathétique n'est pas seulement affaire de tempérament, mais aussi de méthodologie.

D'où bien sûr l'intérêt de mieux interroger cette subjectivité capitale. François Dosse n'y manque pas en révélant, mieux encore que nous ne le savions, à quel point l'expérience de la mort et de l'absence a marqué le jeune garçon, né après la tragédie de la Grande guerre et sur les lieux mêmes des plus grands affrontements, mais aussi privé très tôt de sa mère, de l'oncle qui l'avait élevé. La disparition d'un fils aîné n'a pu que conforter la même personnalité. Son métier d'historien est un défi à la mort, il s'inscrit aussi dans une attitude morale, sous le signe de la fidélité. De même l'ouverture au sens ne se comprend que dans la démarche du croyant, celui qui a adhéré à la Réforme « pour se libérer du poids du jugement ».

Dans ce livre de conversations qui privilégie les discussions méthodologiques de l'historien - mais en liaison avec son égoïste - j'ai particulièrement apprécié deux anecdotes, car elles disent le tout d'un homme. Les deux concernent la présence de Pierre Chaunu au sein de la Commission des sages sur la nationalité, réunie par Jacques Chirac sous la première cohabitation. Dans le premier cas, il dit son émotion et celle de tous les membres (droite et gauche réunies) face à un harki qui a affirmé de la façon la plus saisissante son appartenance française. Ce qui provoque ce mot de Jean-Marc Varaut : « Monsieur, le roi de France vous eût anobli sur le champ de bataille ». Dans le second, il s'en prend au « touche pas à mon pote » d'Harlem Désir : « Le simple fait, monsieur, que vous supposiez que je puisse toucher à votre pote, cela me donne envie de vous flanquer la main à la figure, simplement pour vous apprendre à ne pas me prêter des sentiments que je n'ai pas ». On peut avoir porté la « petite main » et se dire que cette fière algarade console d'une part de la noirceur du monde.

Gérard LECLERC

Pierre Chaunu - François Dosse - « L'instant éclaté - entretiens » - Aubier - Prix franco : 138 F.  
Pierre Chaunu - « L'axe du temps » - Julliard - Prix franco : 160 F.



Gérard Leclerc.

**Lire • Royaliste •**  
c'est bien...  
... s'y abonner c'est mieux !  
Votre abonnement nous aidera à développer notre action.

## L'avant Kofi

Sablé-sur-Sarthe rend hommage à Raphaël Elizé (1891-1945), son « premier maire de couleur »... de la France métropolitaine (1). Dans la Sarthe profonde de l'entre-deux-guerres, on a pourtant les idées conservatrices. N'empêche, Sablé (5 000 habitants à l'époque) élit en 1925 un nouvel arrivant - de Martinique - à la table de son conseil municipal. Micux, ce Raphaël Elizé, vétérinaire noir à la fibre socialiste, devient maire en 1929.

Sablé lui doit, entre autres, la construction de l'une des toutes premières piscines de l'Ouest, la création d'une maison des syndicats et l'ouverture d'une maternité. « J'aime la France, disait-il, car elle a fait de moi, arrière-petit-fils d'une esclave, un citoyen libre à l'égal de ses enfants ».

En 1940, l'occupant nazi estime qu'« il est incompréhensible (...) qu'un homme de couleur puisse revêtir la charge d'un maire » et le destitue. Dénoncé pour ses activités de résistance en 1943, Raphaël Elizé est déporté à Buchenwald où il meurt quelques semaines avant la fin de la guerre, en février 1945. Aujourd'hui, c'est tout Sablé (12 500 habitants) qui lui rend hommage.

Dans un livre (2), l'association sabolienne Passé-Simple - « connaître le passé pour comprendre le présent » est sa raison d'être - brosse le portrait de ce « citoyen » bien intégré, de cet esthète fidèle à ses racines dans l'Outre-Mer français. Le racisme ne passera pas par Sablé. C'est vrai que Fodé Sylla, actuel président de SOS-Racisme, a vécu son adolescence ici...

## Arthur MONTIERRY

(1) N'en déplaise donc au 354 sud-Finistériens de Saint-Coulitz, Yamgnane Kofi ne fut pas, en mars 1989, le premier maire noir à ceindre l'écharpe tricolore en métropole...  
(2) « Raphaël Elizé (1891-1945), des Antilles au Maine : itinéraire entre politique et art de vivre ». A commander à Passé-Simple, bibliothèque municipale, BP 171, 72305 Sablé-sur-Sarthe.

## Peut-on réécrire l'Histoire ?

Deux cents après le soulèvement de la Vendée, les passions se déchaînent encore. La guerre de Vendée ne serait-elle pas finie ?

1793, la Révolution française accouche de la « Terreur » et avec elle d'un cortège d'exécutions et d'injustices qui, ajoutée à la menace de la crise et de la famine, font naître un vent de contestation dans le pays. En Vendée plus particulièrement, malgré une répression sanglante de Carrier, le proconsul de Nantes, la révolte gronde.

Devant l'échec de l'armée républicaine envoyée sur place pour mater l'insurrection, un jeune et ambitieux général va sortir de l'ombre, Louis-Marie Turreau, qui promet de régler la question vendéenne en deux semaines.

Le carnage qui s'ensuit est indescriptible, la Vendée est mise à feu et à sang, les généraux aux ordres de Turreau rivalisent de cruauté et d'horreur suivant à la lettre les ordres d'extermination et de « purification » qu'ils ont reçus.

La Terreur, elle, de son côté s'essouffle puis s'arrête, l'heure est alors aux règlements de compte ; alors qu'en Vendée, devant le courage et la ténacité des insurgés, la guerre s'enlise, partout en France on juge et on punit les excès que la révolution a entraînés. Turreau n'échappe pas à la règle. Mais alors que les Carrier ou Fouquier-Tinville, eux aussi, responsables de massacres sont exécutés, Turreau sera acquitté. Ses écrits compromettant le pouvoir en place l'auront sauvé. La fin de sa vie sera consacrée à une quête d'honneurs pour faire oublier son passé.

Vingt ans après le massacre de la Vendée, Turreau meurt : il aura été décoré de la Légion d'honneur, fait baron et son nom figurera sur l'Arc de Triomphe. Un ultime affront au

peuple vendéen, qui, selon Georges Amiard auteur d'un essai sur Turreau (1), se doit deux cents ans plus tard d'être réparé.

Ce livre se présente donc comme un réquisitoire contre Turreau. Dans son entreprise, l'auteur accumule des anecdotes larmoyantes qui alourdissent un récit déjà handicapé par de nombreuses répétitions et va-et-vient temporels. L'exposition même des faits est manichéenne et d'une partialité qui ne laisse en



aucun cas le lecteur se forger une opinion sur le sujet.

Pour convaincre, l'auteur n'hésite pas à user de nombreux artifices : ironie, comparaisons abusives et en cela erronées - la guerre de Vendée en tant que « solution finale » ou génocide - ou associations déplacées (la question est posée de savoir si les Casques Bleus seraient intervenus en Vendée...).

Le problème vendéen n'étant de toute façon pas aussi simple que l'auteur veut bien nous le laisser entendre, il est inutile aujourd'hui de ranimer - sans pour autant oublier ce moment tragique de notre Histoire - une polémique qui a déjà fait couler beaucoup d'encre et à laquelle cet ouvrage n'apporte rien. Il est de plus, et même si l'on se sent investi d'une mission (2), impensable de vouloir réécrire l'histoire comme le propose Georges Amiard en effaçant de l'Arc de Triomphe le nom de Turreau.

## Cyrille RENOUVIN

(1) Georges Amiard - « Et la Vendée sera détruite. » signé Turreau » - Ed. France-Empire - Prix franco : 113 F.

(2) « ... libérer l'humanité des démons qu'elle assiege... ».

## Album de Familles

En République française, le régime monarchique est généralement considéré comme un système de gouvernement qui appartient irrémédiablement au passé, et les monarques européens d'aujourd'hui comme une aimable survivance... Et pourtant ! Répétera-t-on jamais assez que, dans l'Union Européenne, la moitié des États membres sont des royaumes ? Ainsi Belgique, Danemark, Grande-Bretagne, Espagne, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suède ont chacun à leur tête un Roi ou une Reine.

Un fort ouvrage collectif, *Familles royales d'Europe*, se propose de mieux nous faire connaître le passé et le présent de ces dynasties. Au fil des chapitres, chaque Famille régnante est assez longuement évoquée, tandis que les Maisons royales non régnantes sont brièvement abordées en appendice. Mais qu'on ne s'y trompe pas, ce livre se veut d'abord un bel album de photos tant l'iconographie y est privilégiée.

On pourrait regretter que certains chapitres n'évitent pas toujours les raccourcis hasardeux, voire les erreurs, surtout lorsqu'ils sont rédigés par un auteur étranger au pays traité. Ou que les arbres généalogiques reproduits sont trop simplifiés et partiellement... en anglais. Ou encore que le choix du préfacier, Léon Zitron, est pour le moins malheureux et son pensum vraiment médiocre !

Mais ne boudons pas trop notre plaisir... Agréable à feuilleter, cet album des *Familles royales d'Europe* est une aimable introduction à l'histoire dynastique et à l'actualité des monarchies européennes.

## Christian LIBENS

« Familles royales d'Europe » - Éditions Norden - 1993 - Prix franco : 210 F.

## Lecteurs au numéro ceci vous concerne...

Plus ou moins régulièrement vous achetez *Royaliste* dans un kiosque et, jusqu'à présent, vous n'avez pas eu l'intention de vous abonner.

Dans le cadre d'une campagne promotionnelle que nous effectuons en ce moment nous avons l'ambition de vous faire changer d'avis !

Il faut savoir en effet que nous préférons de beaucoup diffuser le journal par abonnement plutôt que par l'intermédiaire des kiosques.

Pour une raison financière tout d'abord : près de la moitié du prix d'un numéro de *Royaliste* sert à rémunérer le kiosquier, les messageries de presse et les différents intermédiaires alors que la totalité du prix de l'abonnement nous revient.

La deuxième raison est... aussi financière : les achats irréguliers dans des points de vente qui ne sont pas toujours les mêmes, nous obligent à alimenter un nombre de kiosquiers très disproportionné par rapport au nombre d'acheteurs réels. D'où des dépenses importantes et inutiles.

## VACANCES

Comme tous les ans *Royaliste* suspendra sa publication pendant l'été. Le dernier numéro paraîtra début juillet et sera un numéro « spécial vacances » de 16 pages spécialement conçu pour faire connaître la N.A.R.. Ce numéro fera l'objet d'une diffusion très importante dans les kiosques, en particulier dans les lieux de vacances. Mais cette diffusion en kiosque doit être complétée par une diffusion militante et nos lecteurs doivent avoir à cœur de faire connaître leur journal autour d'eux. Pour faciliter cette diffusion nous avons établi un tarif d'achat dégressif : 40 F pour 5 ex. - 60 F pour 10 ex. - 100 F pour 20 ex.

Les bureaux du journal seront ouverts tout l'été (du lundi au vendredi de 14 h 30 à 18 h) sauf du 26 juillet au 2 août. Nous serons très heureux d'y accueillir nos lecteurs de passage à Paris.

## Le comte de Paris à l'Heure de Vérité

Une plaquette de 24 p. reprend le texte intégral de son intervention le 13 mars dernier.  
Prix franco 34 F

Mais, me direz-vous, cela ce sont vos raisons, où sont donc les avantages pour moi lecteur ? Eh bien, pour vous donner une raison majeure de vous abonner nous « cassons » les prix ! Pour tout nouvel abonné (1) nous faisons jusqu'à fin septembre une remise de 50 % sur les tarifs d'abonnement :

Trois mois 50 F au lieu de 100 F  
Six mois 90 F au lieu de 185 F  
Un an 135 F au lieu de 270 F.

Alors, n'hésitez plus, rendez-nous service et faites des économies : abonnez-vous tous de suite !

## Yvan AUMONT

(1) Nos abonnés actuels comprendront aisément que nous ne pouvons leur faire bénéficier de cette offre très exceptionnelle uniquement valable pour les nouveaux abonnés.

## NORMANDIE

Pour la 5<sup>e</sup> année consécutive la grande fête antiraciste « Au cœur de couleurs - Égalité » aura lieu au Petit Quevilly (banlieue de Rouen) le dimanche 19 juin.

Comme tous les ans le stand de la N.A.R. y sera présent. Nous demandons à tous nos amis de la région non seulement de réserver cette date mais aussi de nous apporter à cette occasion leur aide pratique (vente des billets, présence au stand, installations et démontage, etc.).

Pour tous renseignements et pour s'inscrire contacter Philippe Cailieux - B.P. 6 - 76240 Le Mesnil Esnard (ou tél. : 35.80.32.88).

## Pour la Région parisienne

Comme les années précédentes nous irons donner un coup de main à nos amis rouennais pour la fête antiraciste du 19 juin. Nous demandons aux amis désireux d'y participer et qui disposeraient de places en voiture de nous le signaler et aux autres de s'inscrire auprès d'Yvan Aumont.

## MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup>, 4<sup>ème</sup> étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

**Mercredi 15 juin** - Observateur engagé, analyste réputé du mouvement socialiste et du syndicalisme, Gilles MARTINET est étroitement mêlé à la vie politique européenne par les fonctions diplomatiques qu'il a été appelé à exercer. Le livre qu'il vient de publier aborde un sujet crucial, auquel le débat sur Maastricht a donné un caractère passionné : il s'agit du réveil du nationalisme français sous les trois formes (barrésienne, gaullienne et jacobine) par lesquelles il a coutume de se manifester. Le débat nous permettra de situer plus précisément la tradition royaliste par rapport à ces courants.

## ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 35 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut
- Fleur de lys (vieux or ou argentée) - 17 mm de haut
- Double cœur vendéen (vieux or ou doré ou argenté) - 24 mm de haut.
- Armoiries de Jeanne d'Arc

- (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- Blason de France (trois fleurs de lys or sur fond email bleu) - 10 mm de haut.
- Grandes armes de France (email or et bleu sur fond blanc) - 18 mm de haut.
- Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.

## Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....  
Prénom : .....  
Date de naissance : ..... Profession : .....  
Adresse : .....  
.....  
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

# Craquements dans la charpente

**P**artis pour des manoeuvres tranquilles - cela s'appelait « campagne pour les européennes » - les principales formations politiques se sont retrouvées au beau milieu de champs de mines. Désagréable mésaventure, qui vient encore assombrir l'ouverture prochaine de la campagne pour l'élection présidentielle et qui traduit la désagrégation croissante de notre système de représentation.

L'inflation des listes qui se sont présentées aux élections européennes est à cet égard un signe alarmant. Il est banal mais juste d'observer que cette inflation déprécie l'ensemble du système partisan, puisque les grandes familles politiques qui représentent traditionnellement les différentes tendances idéologiques et historiques de notre pays ne parviennent plus à incarner les espoirs et les refus de l'ensemble des citoyens : la vieille « bande des quatre » qui se partageait la quasi totalité des suffrages est aujourd'hui bousculée par des aventuriers (Bernard Tapie) et par des cohortes inattendues, surgies d'un passé qu'on croyait révolu (le Front national) ou hâtivement constituées pour le service d'une cause (la liste « Sarajevo »).

**D**e fait, les principaux partis sont bordés par des rivaux qui donnent la version extrémiste ou caricaturale de leurs propres tendances : le RPR, parti national et populaire, est confronté au national-populisme lepéniste, les libéraux de l'UDF sont embarrassés par les provocations du marquis de Villiers, les socialistes rocardisés voient avec angoisse la figure monstrueuse du radical-populisme occuper les écrans. Seul le Parti communiste n'est plus guère gêné par les derniers groupes d'extrême-gauche - ce qui renforce l'impression, hors variations électorales, que le pire est derrière lui.

Enfin, l'inflation des listes est aggravée par la configuration de certaines d'entre elles, qui manifestent d'une manière ou d'un autre le rejet du politique en tant que tel. C'est le cas

des populismes de droite et de gauche incarnés par Jean-Marie Le Pen et Bernard Tapie, objectivement compli-cés dans leur débat sur A2 : chacun fait valoir l'autre comme véritable figure emblématique du camp qu'il combat, parce que tous deux revendiquent le « parler vrai », parce que leur vérité est celle de la violence (violence xénophobe, violence de l'affairisme) et parce que nous sommes tentés de prendre ces deux grands voyous pour d'authentiques impréca-teurs.



N'oublions pas non plus que cette dénégation du politique se manifeste par la candidature, à des fonctions qui concernent l'intérêt général, de groupes de pression : les écologistes, les chasseurs et les amis des Musulmans de Bosnie sont acceptables ou nécessaires dans des domaines particuliers de la vie collective, mais le goût de la nature ou le souci de la Bosnie-Herzégovine ne saurait tenir lieu de projet politique. Comme B.-H. Lévy a fini par le comprendre, une cause particulière se marginalise dans une confrontation politique nationale : en faisant mine d'entrer dans le jeu électoral, pour un chantage qui a trouvé ses propres extrémistes, il a discrédité symboliquement et pratiquement la cause qu'il entendait servir tout en se moquant de la démocratie.

Dans ces mouvements chaotiques, les sondages jouent un rôle croissant. Qu'il s'agisse du choix de Dominique

Baudis comme figure de proue, ou de la décision de déposer la liste « Sarajevo », ce type de détermination a été affolant au sens où on le dit d'une boussole qui perd le nord. Une fois encore, il faut souligner que les sondages sont dépourvus de pertinence scientifique et de légitimité démocratique - ce qui n'empêche pas ces techniques insensées de produire des perturbations significatives. On confond (1) une addition d'opinions instantanées et l'opinion publique, l'expression d'une émotion et le choix d'un représentant, une technique hasardeuse d'enquête et la sociologie, l'analyse sociologique et le choix démocratique : comment s'étonner, ensuite, que plus personne ne s'y retrouve, que les choix deviennent erratiques et les abstentions massives ?

**C'**est dire que la consultation du 12 juin n'a eu aucun sens quant aux enjeux européens, soigneusement éludés par la majorité, et recouverts à gauche par quelques pétitions de principe agrémentées de deux ou trois billevesées - comme cette « constitution » européenne sortie du chapeau de Michel Rocard. Soudain belliciste dans les Balkans, l'homme serait-il devenu fédéraliste ? Que d'inconséquences...

C'est dire que les résultats des élections européennes ne permettent pas de prévoir le cours ultérieur des événements, et la tournure que prendront les conflits entre les principaux compétiteurs. Ceux-ci devraient s'inquiéter des craquements, forts et fréquents, qui se sont fait entendre dans l'ensemble des structures partisans. Ils peuvent annoncer des chutes de poutres et de poutrelles suffisamment espacées pour qu'on puisse réparer les charpentes. Ils peuvent aussi bien annoncer un effondrement général qui laisserait le champ libre aux pires des aventuriers. Pris dans un jeu de doubles, obsédés par leurs rivalités, les principaux responsables du pays semblent ne pas voir le danger - ou, s'ils le devinent, ne pas savoir comment l'écarter. La logique violente d'une crise générale est bel et bien enclenchée.

**Bertrand RENOUVIN**

(1) Lire ou relire Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, éd. de Minuit.